

Résumé du Formulaire de consentement éclairé du CCUMS

Introduction

Le Formulaire de consentement éclairé du CCUMS (le « **Formulaire de consentement** ») est un contrat signé par des personnes affiliées à un Signataire du programme et désignées par celui-ci (les « **Participants** »). Le Formulaire de consentement a pour objet de confirmer que les Participants acceptent d'être assujettis au [Code de conduite universel pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport](#) (le « **CCUMS** ») et aux processus nécessaires à son administration et son application. Le CCUMS est un code de conduite qui établit des règles ayant pour but de promouvoir une culture du sport qui offre des expériences sportives inclusives, sécuritaires et accueillantes. En signant le Formulaire de consentement, les Participants acceptent de se conformer au CCUMS. Les Participants acceptent également d'être soumis à la compétence du Centre de règlement des différends sportif du Canada (le « **CRDSC** ») ainsi qu'aux services et processus en lien avec l'administration et l'application du CCUMS.

Rappelons que le CRDSC est l'entité juridique qui a créé le programme [Sport sans abus](#). Le [Bureau du Commissaire à l'intégrité dans le sport](#) (BCIS), qui est indépendant des autres fonctions du CRDSC, sert de pivot central au sein du système Sport sans abus pour la gestion des allégations liées au CCUMS, par le biais de ses processus de [Traitement des plaintes](#) et d'[Évaluation du milieu sportif](#). Veuillez noter que le processus de [Traitement des plaintes](#) inclut également d'autres composantes du programme Sport sans abus, telles que le [Directeur des sanctions et résultats](#) (DSR) et le [Tribunal de protection](#). Pour les besoins du Formulaire de consentement et de ce document qui en fait le résumé, CRDSC inclut toutes ces composantes.

Obligations des Participants

En signant le Formulaire de consentement, les Participants acceptent les principales conditions suivantes :

- Les Participants seront assujettis aux dispositions du CCUMS (après avoir reçu une copie du CCUMS et eu la possibilité d'en prendre connaissance);
- Les Participants seront soumis à la compétence du [Signataire du programme](#) et du CRDSC dans la mesure où elle est reliée à l'administration et/ou à l'application du CCUMS;
- Le CRDSC recevra, traitera et rendra une décision au sujet des plaintes admissibles portées contre des Participants et pourra (tout comme le Signataire du programme) recueillir, utiliser et divulguer des renseignements personnels s'ils ont trait à ce qui précède;
- Le CRDSC et le Signataire du programme pourront recueillir, utiliser et divulguer des renseignements recueillis auprès des Participants s'ils sont pertinents pour les fins de l'enquête sur une plainte qui implique un Participant;
- Le CRDSC peut divulguer des renseignements concernant les Participants, qui comprennent sans toutefois s'y limiter le nom complet d'un Participant, les organismes auxquels un Participant est affilié, la nature des allégations ainsi que toutes conclusions et mesures disciplinaires, dans un [Registre](#) créé aux fins de la réalisation des objectifs du CCUMS;
- Les Participants ne peuvent pas engager de procédure contre le Signataire du programme, le CRDSC ou leurs agents respectifs en lien avec l'administration et l'application du CCUMS ou la collecte et la divulgation de renseignements personnels.

Conclusion

Le CCUMS et les processus nécessaires pour son administration et son application font partie intégrante d'un mouvement pour prévenir et contrer la maltraitance dans le sport - à tous les niveaux. Le Formulaire de consentement est un instrument qui lie les Participants au CCUMS en établissant des conditions essentielles à la bonne administration des processus liés au CCUMS.

Avertissement

Ce document n'est publié qu'à titre informatif. Les informations fournies par le BCIS concernant ce Formulaire de consentement ne constituent pas et ne visent pas à constituer un avis juridique. Vous pouvez, à votre entière discrétion, faire appel à un avocat pour obtenir un avis juridique au sujet de toute question particulière ayant trait à ce formulaire.